

LE FLN ET LE RND SE MAINTIENNENT, DÉBÂCLE DES ISLAMISTES Sans surprises

Les partis islamistes, le Mouvement de la société pour la paix (MSP) en premier chef, ont bu le calice électoral jusqu'au désarroi le plus total. Les élections locales ont apporté la cinglante confirmation de leur déclin électoral déjà enregistré lors des élections législatives de mai dernier.

(Suite de la page 1)

La «Sahwa Islamia», que les partis islamistes algériens n'ont pas désirée sur le mode des révolutions arabes, n'est pas intervenue par l'entremise de l'urne. C'est peut-être ce qu'il y a de reconnaissable au pouvoir en place qui, même demeuré réfractaire au changement, a réussi à laminier le mouvement islamiste. D'avoir tenté le sevrage brutalement, lui qui a cru en allaitant les mamelles

du régime, Aboudjerra Soltani a précipité son parti et ses alliés dans l'abîme de la déchéance partisane. Une déchéance qui s'explique aussi par les mésententes répétitives entre ouailles, la défection la plus marquante ayant été celle à laquelle s'était rendu Amar Ghoul dès après l'élection législative. A cela s'ajoute la démultiplication des bannières islamistes de laquelle a résulté l'atomisation de l'électorat islamiste.

En revanche, les contestations organiques ne semblent pas avoir sérieusement pesé sur les rendements électoraux des FLN et RND, tous deux couvant des mouvements de redressement internes. Les deux partis sont parvenus à faire valoir une arithmétique qui les place en tête du classement électoral officiellement établi par l'administration. Certes, le FLN n'a pas réussi la prouesse de vaincre dans 1 000 communes, comme parié pas son secrétaire général, Abdelaziz Belkhadem, mais avec des majorités absolues dans 159 communes et des ballottages dans 332 autres, il peut toujours se targuer de confirmer sa bonne santé

électorale. Le même sentiment devrait aussi animer le RND qui, malgré sa campagne électorale agitée, s'est maintenu comme outsider. Moins que le FLN, le parti d'Ahmed Ouyahia a eu des majorités absolues dans 132 communes et des ballottages dans 215 autres. Miracle des urnes, c'est un nouveau-né sur la scène politique, le MPA du ministre Amara Benyounès, qui talonne les FLN et RND.

Le score électoral du MPA est, cependant, l'exception qui confirme la règle qui a voulu que la majorité des partis agréés à la hâte et la veille de l'échéance électorale devra se satisfaire d'avoir concouru. Tout comme le Parti des

travailleurs de Louisa Hanoune qui a essuyé une sérieuse sanction de l'urne, lui qui pourtant se prévalait de peser lourdement dans l'échiquier électoral. Son revers électoral, cependant, n'est pas aussi significatif que celui essuyé par le FNA, un parti qui, en 2007, avait eu des élus à ne plus savoir les compter. En définitive, les résultats des élections locales ne chamboulent pas grandement la carte politique nationale.

Ceci même si les partis islamistes ne devraient plus prétendre à quelques rôles prépondérants, comme alliés du pouvoir ou en tant qu'opposants.

S. A. I.

RENOUVELLEMENT DES APC ET APW

Le FLN majoritaire, suivi du RND et le MPA

Le Front de libération nationale (FLN) remporte la majorité de 530 Assemblées populaires communales sur 1 541 communes à l'issue des élections locales de jeudi dernier. C'est ce que le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a indiqué, hier en fin d'après-midi, lors d'une conférence de presse. Ainsi, Daho Ould Kablia a indiqué que le taux de participation atteint 44,27% pour le renouvellement des APC et que suite aux 8 486 042 votes exprimés par 9 494 003 votants, le FLN a remporté 7191 sièges (sur 24 891 sièges à pourvoir), soit 28,89% des suffrages.

Ainsi, le FLN obtient la majorité absolue dans 159 communes et une majorité relative (entre 35 et 49%) dans 371 communes. Le Rassemblement national démocratique (RND) s'est positionné à la seconde place, remportant la majorité absolue dans 132 communes et une majorité relative dans 215 communes. Les Indépendants ont rafflé la majorité absolue dans 17 communes et la majorité relative dans 47 communes, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) la majorité absolue dans 13 communes et le Mouvement populaire algérien (MPA) dans 12 communes, ce parti se positionnant à la troisième place.

Concernant le Parti des travailleurs (PT), le ministre de l'Intérieur évoque une majorité relative dans 20 communes. Quant au Front des forces socialistes (FFS), Daho Ould Kablia fait état d'une majorité absolue dans 11 communes et une majorité relative dans 32 communes, devançant le Mouvement de la société pour la paix (MSP) et l'Alliance de l'Algérie verte (AAV) avec 10 communes, le Front national algérien (FNA) dans 9 communes et le parti El Fedjr El Djadid avec 6 communes.

Concernant le renouvellement des Assemblées populaires de wilaya (APW), Daho Ould Kablia a fait état d'un taux de participation de 42,84% avec 7 922 949 votes exprimés sur 9 186 441 votes. A ce titre, le FLN est premier avec 685 sièges sur 2004 sièges, remportant la majorité dans les wilayas d'Alger et Sidi Bel-Abbès, tandis que le RND deuxième avec 487, le MPA se classe au troisième rang en obtenant 103 sièges, le FFS 91 sièges et le MSP 76. Quant au PT, Daho Ould Kablia fait état de 72 sièges obtenus, le FNA 64 tandis que les Indépendants remportent 76 sièges et les candidats de l'Alliance de l'Algérie verte 54 sièges. Précisons, par ailleurs, que 1 007 961 bulletins nuls ont été recensés lors du renouvellement des APC et 1 263 494 bulletins nuls ont été enregistrés pour les APW.

Chérif Bennaceur

VOTE DES CORPS CONSTITUÉS, TAUX DE PARTICIPATION

Les explications d'Ould Kablia

Les accusations portées à l'encontre des corps constitués sont infondées. C'est la réponse d'Ould Kablia aux partis politiques qui ont dénoncé le vote collectif des membres de l'armée. Le ministre de l'Intérieur dit regretter ce discours véhiculé par «ceux qui n'arrivent pas à obtenir de bons résultats».

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Nullement déstabilisé par les accusations portées par plusieurs formations politiques faisant état du vote massif des corps constitués dans plusieurs wilayas, le ministre de l'Intérieur a accusé les formations à l'origine de ces contestations de véhiculer ce discours pour justifier leurs échecs.

Justifiant le vote des militaires sur leur lieu de travail, le ministre de l'Intérieur a expliqué que la loi n'interdit pas aux corps constitués de voter dans une commune dans laquelle ils résident plus de six mois à condition de se faire radier au niveau des listes électorales de leur commune d'origine. Chiffres à l'appui, il fera savoir que 77 000 procurations ont été établies, preuve, dit-il, que les instructions données aux corps constitués de voter au niveau de leur

lieu de résidence originel ont été respectées. L'incident qui a été signalé à Bousfer a été minimisé par Ould Kablia qui assure que pas plus de 280 militaires y ont voté. «Ces voix ont-elles influé sur le vote final ? Je ne le pense pas. Elles n'ont servi à aucun parti», s'est-il interrogé avant de conclure que ces accusations ne sont que l'œuvre de partis ayant échoué. En animant la traditionnelle conférence de presse au lendemain des élections, le ministre de l'Intérieur n'a pas caché sa satisfaction du déroulement du scrutin. Un «examen passé avec brio», dit-il en dépit de ce qu'il qualifie de «petits incidents» sans conséquences ni sur la crédibilité du processus ni sur le résultat final. Daho Ould Kablia réduit ces incidents à de simples escarmouches entre candidats ou représentants de partis politiques dans une tentative de faire annuler les résultats qui, dit-il, n'étaient probablement pas en leur faveur. Le ministre de l'Intérieur a cité également «quelques cas de vandalisme» enregistrés au niveau des sièges de certaines communes. Des actes dont il dit ne pas comprendre la signification. Pourtant, la Commission de surveillance des élections présidée par Seddiki a bien fait état de dépas-

sements. Des affirmations loin d'ébranler les certitudes d'Ould Kablia qui préfère se demander si le président de ladite commission n'outrepasse pas ses prérogatives. Citant un cas de fraude avéré dans la commune de Cheraga, le ministre de l'Intérieur a confirmé qu'un responsable au niveau de cette commune a falsifié des procès-verbaux pour favoriser la liste dans laquelle figurait son fils. L'affaire est entre les mains de la justice. Au sujet de la justice, et répondant aux interrogations relatives aux candidats poursuivis en justice, le ministre a répondu qu'ils pouvaient toujours prétendre à des postes tant que leur condamnation n'est pas définitive. Si la justice les condamne par la suite, ils seront sommés de remettre leur mandat conformément aux dispositions de la loi. A une question sur la répartition des voix selon le système des quotas, Ould Kablia s'est voulu catégorique : il n'existe aucune répartition préalable des sièges et cela n'obéit à aucune logique du système. «Les chiffres sont vrais», a conclu le ministre au sujet du taux de participation surtout lorsqu'il s'agit d'élections locales. Les présidentielles, avoue-t-il, obéissent à d'autres considérations...

N. I.

FLN : LE RAZ-DE-MARÉE N'A PAS EU LIEU

Un succès modéré pour l'ex-parti unique

Comme prévu, le Front de libération nationale gagne les élections locales du 29 novembre 2012. Mais ce qui l'est moins, ce sont les proportions «modérées» de ce succès : l'ex-parti unique arrive en tête en termes de voix et de sièges au double scrutin pour les Assemblées communales et de wilaya, mais l'on est très loin du raz-de-marée annoncé avant les élections par Abdelaziz Belkhadem.

Kamel Amarni - Alger (Le soir) - Le FLN a effectivement réussi à obtenir la majorité absolue, et donc à gagner définitivement le contrôle de 159 APC. Il a la majorité relative dans 332 APC et, dans 170 autres, il arrive en tête mais avec d'autres formations politiques. Cumulées, ces trois configurations font que le parti majoritaire peut prétendre à prendre la présidence de 661 communes, dans le meilleur des cas.

Lors d'une conférence de presse qu'il avait animée hier en fin de journée, le secrétaire général du parti, Abdelaziz Belkhadem, tire vers le haut, un brin optimiste, ce chiffre en y ajoutant les cas de 323 communes où le FLN est également en tête mais avec plusieurs autres listes concurrentes en même temps. «Tout cela nous donne donc la possibilité de prétendre à gagner dans un millier de communes.»

Cela, histoire d'honorer son engagement de campagne où il misait sur mille communes. S'agissant des Assemblées populaires de wilaya, le FLN a réussi à prendre du premier coup, à savoir obtenir la majorité absolue dans deux wilayas : Alger et Sidi-Bel-Abbès. Dans 37 autres APW, il a la majorité relative tandis que dans quatre autres, il est toujours premier mais avec d'autres partis.

En l'état actuel des choses, et au sortir des deux scrutins et au regard des résultats préliminaires, le parti est tenu de contracter des alliances, ce qui nécessite des concessions, par ailleurs. «Nous allons trancher sur les alliances à faire, lors de la réunion du Bureau politique que nous tiendrons demain (aujourd'hui samedi, Ndlr), dira Belkhadem qui précisera, toutefois, que «s'agissant des alliances pour les élections des présidents d'APC, je proposerai personnellement à la direction politique de laisser le choix à l'appréciation des élus locaux eux-mêmes».

De même qu'il révélera que, «déjà, hier soir et au cours de la journée de ce vendredi, des élus indépendants ou émanant d'autres partis ont émis le souhait de rejoindre le FLN. Cette question aussi sera tranchée par le Bureau politique». Se sachant «attendu au tournant» comme il le reconnaîtra lui-même, Belkhadem préfère parler d'un «large succès». Un «large suc-

cès qui vient consolider le rang de première force politique du pays après notre victoire du 10 mai 2012. Désormais, nous sommes majoritaires à l'Assemblée populaire nationale, au Assemblées de wilaya et au niveau des communes. Ce qui est en soi une énorme responsabilité».

Prochaine étape, cela étant, la prochaine présidentielle. «Une élection que nous allons préparer bien sûr, comme tous les autres partis», répondra Belkhadem à une question à ce propos. Mais la suite du propos révélera un changement spectaculaire dans le discours. «Est-ce que je serai candidat ? J'ai déjà répondu des centaines de fois à cette question mais je vais le répéter quand même. Le président de la République est le président du FLN. Donc, pour nous, les choses sont claires : si le président décide de se présenter pour un quatrième mandat, l'affaire est réglée. Le président de la République, s'il le veut, se portera candidat et nous serons tous derrière lui. S'il décide de ne pas le faire, à ce moment-là, c'est le comité central qui est habilité à statuer sur ce genre de question.»

Il y a de cela quelques mois, Abdelaziz Belkhadem ne cachait même plus ses ambitions présidentielles. Manifestement, les choses ont nettement évolué en haut lieu...

K. A.